

No. 28697

**FRANCE
and
KUWAIT**

**Agreement on the mutual promotion and the protection of
investments (with protocol). Signed at Paris on 27 Sep-
tember 1989**

Authentic texts: French and Arabic.

Registered by France on 4 March 1992.

**FRANCE
et
KOWEÏT**

**Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des
investissements (avec protocole). Signé à Paris le 27 sep-
tembre 1989**

Textes authentiques : français et arabe.

Enregistré par la France le 4 mars 1992.

ACCORD¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET L'ÉTAT DU KOWEÏT SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

La République française et l'Etat du Koweït, ci-après dénommés « les Etats contractants »,

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements des investisseurs de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat contractant,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

DÉFINITIONS

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne des avoirs tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures, possédés ou contrôlés directement ou indirectement par une personne physique ou morale, y compris le Gouvernement d'un Etat contractant, et investis sur le territoire et dans les zones maritimes de l'autre Etat contractant, conformément aux lois et règlements de cet Etat. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, le terme « investissement » inclut :

a) Les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues;

b) Les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'un des Etats contractants;

c) Les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique;

d) Les droits d'auteur, les droits de propriété intellectuelle et industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, secrets professionnels, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle;

e) Les privilèges accordés par la loi ou en vertu d'un contrat, y compris les privilèges relatifs à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans les zones maritimes adjacentes sur lesquelles les Etats contractants exercent des droits souverains;

f) Les revenus réinvestis.

2. Le terme « investisseur » désigne tout national de l'un des Etats contractants ou toute personne morale, y compris le Gouvernement d'un Etat contractant, qui investit sur le territoire de l'autre Etat contractant.

¹ Entré en vigueur le 25 mai 1991, soit un mois après la date de réception de la dernière des notifications (du 25 avril 1991) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises, conformément à l'article 16.

3. Le terme de « nationaux » désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'un des Etats contractants.

4. L'expression « personne morale » désigne, en ce qui concerne chaque Etat contractant, toute entité établie conformément à la législation d'un Etat contractant et reconnue comme personne morale par cette législation, telle que établissements, fonds de développement, entreprises, succursales, coopératives, associations, compagnies, autorités, fondations, sociétés, firmes, maisons de commerce, organisations et associations d'affaires ou semblables entités, qu'elles soient à responsabilité limitée ou non; ainsi que toute entité établie, en tant que personne morale, hors de la juridiction d'un Etat contractant et que cet Etat, l'un de ses nationaux ou l'une de ses personnes morales (établie dans sa juridiction, conformément à sa législation) contrôle directement ou indirectement.

5. Le terme de « revenus » désigne toutes les sommes produites par un investissement et inclut en particulier, mais non exclusivement, bénéfices, intérêts, plus-values, dividendes, redevances, gestion, redevances d'assistance technique ou autres honoraires, ainsi que les paiements en nature.

6. L'expression « activités associées » recouvre l'organisation, le contrôle, le fonctionnement, la maintenance et la cession des personnes morales, filiales, succursales, bureaux, usines ou autres installations pour la conduite des affaires, l'acquisition, l'usage, la protection et la cession de la propriété sous toutes ses formes, y compris les droits de propriété intellectuelle et industrielle; ainsi que l'emprunt de fonds, l'achat et l'émission d'actions et l'achat de devises étrangères pour l'importation, conformément à la réglementation et aux usages nationaux.

7. L'expression « zones maritimes » s'entend des zones marines ou sous-marines sur lesquelles les Etats contractants exercent, selon leurs propres règles et en conformité avec le droit international, la souveraineté, des droits souverains ou une juridiction.

Article 2

APPLICATION

1. Il est entendu que lesdits investissements ont déjà été effectués ou pourront l'être postérieurement à l'entrée en vigueur du présent Accord, conformément à la législation de l'Etat contractant sur le territoire ou dans les zones maritimes duquel l'investissement est effectué.

2. Une modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de l'Etat sur le territoire ou dans les zones maritimes duquel l'investissement est réalisé.

Article 3

ADMISSION ET ENCOURAGEMENT DES INVESTISSEMENTS

Chacun des Etats contractants admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent Accord, les investissements effectués, sur son territoire et dans ses zones maritimes, par les investisseurs de l'autre Etat.

Article 4

TRAITEMENT JUSTE ET ÉQUITABLE

Chacun des Etats contractants s'engage à assurer, conformément aux principes du droit international, un traitement juste et équitable aux investissements effectués par les investisseurs de l'autre Etat contractant sur son territoire et dans ses zones maritimes et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

Article 5

CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE ET TRAITEMENT NATIONAL

1. Chaque Etat contractant applique, sur son territoire et dans ses zones maritimes, aux investisseurs de l'autre Etat, en ce qui concerne leurs investissements et activités associées, le traitement accordé à ses investisseurs, ou le traitement accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire dans les zones maritimes de l'un des Etats contractants doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

2. Sous réserve des dispositions de l'Article 11, chaque Etat contractant accordera aux investisseurs de l'autre Etat contractant, dans des termes et à des conditions non moins favorables que ceux qu'il octroie, dans des situations semblables, à ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'un Etat tiers, selon le traitement le plus favorable, d'une part, les moyens de faire valoir et d'exercer leurs droits relatifs aux accords et aux autorisations concernant les investissements, ainsi qu'à leur propriété et, en particulier, le droit d'accéder à ses tribunaux, à ses juridictions administratives et à ses administrations, ainsi qu'à toute autre institution exerçant une autorité de juridiction et, d'autre part, le droit d'employer les personnes de leur choix, habilitées, en vertu des lois et règlements internes applicables, à faire valoir et à exercer les droits relatifs à leurs investissements.

Article 6

EXCEPTIONS

Le traitement visé aux Articles 4 et 5 ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'un Etat contractant accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale, ni aux privilèges résultant de tout accord international, régional ou sub-régional.

Article 7

NATIONALISATION, EXPROPRIATION OU MESURES DE DÉPOSSESSION

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'un des Etats contractants bénéficient, sur le territoire et dans les zones maritimes de l'autre Etat contractant, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Etats contractants ne prennent pas, sur leur territoire et dans leurs zones maritimes, de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les investisseurs de l'autre Etat des investissements leur appartenant, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

3. Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate. Cette compensation sera calculée et déterminée conformément aux principes reconnus d'évaluation, tels que la juste valeur de marché des investissements antérieure à toute menace de dépossession. Lorsque la valeur de marché ne peut être clairement établie, l'indemnité sera déterminée sur la base de principes équitables prenant en considération, entre autres, le capital investi, la dépréciation, le capital déjà rapatrié, la valeur de remplacement, l'appréciation, les revenus courants, la clientèle et tout autre élément pertinent.

4. Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux courant du LIBOR applicable aux devises concernées.

Article 8

COMPENSATION DES DOMMAGES ET DES PERTES

1. Les investisseurs de l'un des Etats contractants dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, état d'urgence national, révolte, insurrection, émeute ou autres événements analogues, survenu sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Etat contractant, bénéficieront, de la part de ce dernier, en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou tout autre règlement, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux d'un état tiers selon le traitement le plus favorable.

2. Sous réserve des dispositions de l'Article 7 et du paragraphe 1 du présent Article, les investisseurs de l'un des Etats contractants qui, à l'occasion de l'un des événements visés dans ce paragraphe, auraient subi sur le territoire de l'autre Etat contractant des dommages ou des pertes résultant de :

a) La réquisition de leur propriété par la force armée ou par les autorités de cet Etat;

b) La destruction de leur propriété par ladite force armée ou par lesdites autorités qui n'aurait pas été causée par des combats ou requise par la nécessité de la situation,

se verront accorder une indemnité juste et adéquate pour le dommage ou la perte encourue pendant la période de réquisition ou à la suite de la destruction de leur propriété. Les paiements subséquents seront librement transférables sans délai.

Article 9

TRANSFERTS

1. Chaque Etat contractant, sur le territoire ou dans les zones maritimes duquel des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Etat contractant, garantit à ces investisseurs le libre transfert :

- a) Des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants;
- b) Des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, alinéas *d* et *e* de l'Article 1;
- c) Des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés;
- d) Du produit de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi;
- e) Des indemnités de dépossession ou de perte prévues aux Articles 7 et 8.

2. Les nationaux de chacun des Etats contractants qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Etat contractant, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

3. Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

4. Sans restreindre la portée générale de l'Article 4 du présent Accord, les Etats contractants s'engagent à accorder aux transferts visés au présent Article un traitement aussi favorable que celui accordé aux transferts découlant d'investissements effectués par les investisseurs d'un Etat tiers.

Article 10

GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

1. Dans la mesure où la réglementation de l'un des Etats contractants prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des investisseurs de cet Etat sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Etat.

2. Les investissements des investisseurs de l'un des Etats contractants sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Etat ne pourront obtenir la garantie visée au paragraphe ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de ce dernier Etat.

Article 11

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

1. Tout différend relatif aux investissements entre l'un des Etats contractants et un investisseur de l'autre Etat contractant est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965¹ (ci-après dénommée « la Convention »).

2. Chacun des Etats contractants consent par le présent Accord à soumettre au Centre tout différend relatif aux investissements, en vue d'un règlement par conciliation ou arbitrage exécutoire de plein droit.

3. Les Etats contractants ne pourront traiter par la voie diplomatique ou par des contacts une affaire soumise à l'arbitrage, avant que la procédure n'ait pris fin et qu'un des Etats contractants ne se soit pas conformé à la décision rendue par le CIRDI ou ne l'ait pas appliquée, que dans la mesure où les contacts diplomatiques faciliteront le règlement du différend relatif à l'affaire concernée.

4. Dans l'hypothèse où la Convention n'est pas applicable, le différend devra être réglé par un arbitrage *ad hoc*.

Article 12

SUBROGATION

Si l'un des Etats contractants, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Etat, effectue des versements à l'un de ses investisseurs, il est, de ce fait, subrogé dans les droits et actions de cet investisseur.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

Article 13

ENGAGEMENTS PARTICULIERS

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'un des Etats contractants à l'égard des investisseurs de l'autre Etat contractant sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement, dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent Accord.

Article 14

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE LES ETATS CONTRACTANTS

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159.

2. Si, dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'un ou l'autre des Etats contractants, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'un ou l'autre Etat contractant, à un Tribunal d'arbitrage.

3. Ledit Tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Etat contractant désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un troisième membre, qui doit être ressortissant d'un Etat tiers ayant des relations diplomatiques avec les deux Etats contractants, et qui est nommé Président par les deux Etats contractants. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle un des Etats contractants a fait part à l'autre Etat contractant de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'un ou l'autre Etat contractant, en l'absence de tout accord applicable, invite le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est ressortissant de l'un ou l'autre Etat contractant ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire Général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'un des Etats contractants procède aux désignations nécessaires.

5. Le Tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Etats contractants.

6. Le Tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'un ou l'autre Etat contractant. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Etats contractants.

Article 15

RELATIONS ENTRE GOUVERNEMENTS

Les dispositions du présent Accord s'appliquent indépendamment de l'existence de relations diplomatiques ou consulaires entre les Etats contractants.

Article 16

ENTRÉE EN VIGUEUR

Chacun des Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prendra effet un mois après la date de la dernière notification.

Article 17

DURÉE ET EXPIRATION

1. Le présent Accord est en vigueur pour une durée de vingt ans et le demeurera par la suite, durant une ou plusieurs périodes identiques à moins que, un an avant l'expiration de la période initiale ou de toute autre période ultérieure, l'un des

deux Etats contractants ne notifie à l'autre Etat contractant son intention de dénoncer l'Accord.

Cette notification prendra effet un an après sa réception par l'autre Etat contractant.

2. A l'expiration du présent Accord, ses dispositions continueront de s'appliquer, pendant une période de vingt ans, aux investissements effectués avant la date à laquelle la notification de dénonciation aura pris effet.

FAIT à Paris, le 27 septembre 1989, 27 Safar 1410 A.H. en deux originaux, chacun en langue française et en langue arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour l'Etat du Koweït :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Michel Charasse — Signed by Michel Charasse.

² Signé par Jassim Mohammed Al-Kharafi — Signed by Jassim Mohammed Al-Kharafi.

PROTOCOLE

En signant l'Accord entre la République française et l'Etat du Koweït, relatif à l'Encouragement et à la Protection Réciproques des Investissements, les Plénipotentiaires Soussignés sont, de plus, convenus que l'interprétation de l'Accord est la suivante :

1. *En ce qui concerne l'Article 4 :*

a) Il est entendu que les Etats contractants considèrent comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue;

b) Les Etats contractants examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail et de circulation introduites par des nationaux d'un Etat contractant, au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Etat contractant.

2. *En ce qui concerne l'Article 7 :*

Les dispositions de l'Article 7 s'appliquent à toute mesure directe ou indirecte d'expropriation, de nationalisation ou à toute autre mesure de dépossession, telle que le gel ou le blocage des avoirs, la vente forcée de tout ou partie de l'investissement ou toute autre mesure similaire d'effet équivalent.

3. *En ce qui concerne l'Article 11 :*

S'agissant de l'arbitrage aux termes de l'Article 11, paragraphe 4, le Tribunal d'Arbitrage *ad hoc* sera constitué de la manière suivante :

a) Le Tribunal d'Arbitrage est composé de trois arbitres. Chaque partie choisit un arbitre. Ces deux arbitres désignent d'un commun accord un Président, qui devra être ressortissant d'un Etat tiers entretenant des relations diplomatiques avec les deux Etats contractants. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des parties au différend a fait part à l'autre partie de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage.

Si les désignations ne sont pas faites dans les délais mentionnés ci-dessus, l'une ou l'autre partie invite le Président de l'Institut d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Stockholm à procéder aux désignations nécessaires dans un délai de deux mois.

b) Le Tribunal, qui normalement siège et rend sa sentence en Suède, peut également entendre témoin et se réunir en tout autre lieu qu'il jugerait approprié.

c) Le Tribunal d'Arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Sa sentence est définitive et exécutoire de plein droit pour les deux parties au différend, lesquelles doivent l'appliquer.

d) Les décisions d'arbitrage sont prises conformément à la législation interne, y compris le droit international privé de l'Etat contractant qui accepte l'investissement, aux dispositions du présent Accord, ainsi qu'aux principes généralement reconnus du droit international.

e) Chaque partie au différend prend en charge les vacations de son propre arbitre et de son conseil dans la procédure d'arbitrage. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, les vacations du Président, ainsi que le solde des frais de la procédure, sont répartis également entre les parties au différend.

FAIT à Paris, le 27 septembre 1989, 27 Safar 1410 A.H. en deux originaux, chacun en langue française et en langue arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour l'Etat du Koweït :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Michel Charasse — Signed by Michel Charasse.

² Signé par Jassim Mohammed Al-Kharafi — Signed by Jassim Mohammed Al-Kharafi.

وإذا لم تتم التعيينات خلال الفترة المذكورة اعلاه ، يحوز لاي من الطرفين دعوة رئيس معهد التحكيم التابع لغرفة التجارة باستكهولم لاجراء التعيينات المطلوبة خلال شهرين .

ب - يجوز للمحكمة التي عادة ما تعقد جلساتها وتصدر حكمها في المويد أن تتلقى البينة وتعتد الاجتماعات في اي مكان حسبما تراه مناسباً .

ج - تصدر محكمة التحكيم قرارها بأغلبية الاصوات ويكون حكمها نهائياً وملزماً لكلا طرفي النزاع ، ويتم تنفيذه من قبل طرفي النزاع .

د - يؤسس حكم التحكيم وفقاً للقوانين الداخلية ، بما فيها قواعد تنازع القوانين المعمول بها في الدولة المتعاقدة التي تقبل الاستثمارات وفقاً لاحكام هذه الاتفاقية ، وكذلك مبادئ القانون الدولي المعترف بها عموماً .

هـ - يتحمل كل طرف في النزاع أتعاب محكمه ومحاميه في اجراءات التحكيم ويتحمل كلا طرفي النزاع اتعاب الرئيس وباقي معاريف الاجراءات مناصفة بينهما بالتساوي ما لم تقرر المحكمة خلاف ذلك .

حرر في باريس في ٢٦ من شهر سبتمبر ١٩٨٩ الموافق ٢٦ من شهر صفر ١٤١٠ هـ ، من نختين اصليتين باللغتين الفرنسية والعربية ولكل منهما حجية متساوية .

عن الجمهورية الفرنسية

عن دولة الكويت



ميشيل شاراس
نائب وزير الدولة للاقتصاد والمالية
والميزانية لشئون الميزانية

جامع محمد الخرافي
وزير المالية



بروتوكول

عند التوقيع على الاتفاقية بين الجمهورية الفرنسية ودولة الكويت بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات ، وافق المفوضون الموقعون أدناه ، بالإضافة لذلك ، على أن يكون تفسير هذه الاتفاقية كالاتي :

(١) بالنسبة للعادة (٤) :

أ - من المفهوم ان الدولتين المتعاقدين تعتبران ان اية قيود على شراء او ترحيل المواد الاساسية والمواد الثانوية والطاقة والوقود وكذلك وسائل الانتاج والتشغيل من كافة الاسواع واية اعاقبة لبيع او نقل المنتجات داخل البلد وخارجها وكذلك أية اجراءات اخرى يكون لها اثر مماثل كمعوقات قانونية أو واقعية للمعاملة المنصفة والعادلة .

ب - يتعين على الدولتين المتعاقدين أن تقوما ضمن اطار تشريعاتهما الداخلية بتسهيل فحص طلبات الدخول والتعميم بالاقامة والعمل والسفر التي تقدم من قبل المواطنين التابعين لاحدى الدولتين المتعاقدين فيما يتعلق باستثمار في اقليم الدولة المتعاقدة الأخرى .

(٢) بالنسبة للعادة (٧) :

تطبق أحكام المادة (٧) على أي اجراء مباشر أو غير مباشر لنزع الملكية أو التأميم او الاجراءات الاخرى لنزع الملكية ، كتحميد أو تقييد الامول والبيع الاجباري لكل الاستثمار أو جزء منه أو أية اجراءات أخرى مماثلة يكون لها نفس الأثر .

(٣) بالنسبة للمادة (١١) :

فيما يتعلق بالتحكيم بموجب الفقرة (٤) من المادة (١١) ، فان محكمة التحكيم الخاصة تشكل كالاتي :

أ - تشكل محكمة التحكيم من ثلاثة محكمين يختار كل طرف محكما واحدا ، ويقوم هذان المحكمان بالاتفاق المتبادل فيما بينهما بتعيين رئيس يكون أحد مواطني دولة شالثة لديها علاقات دبلوماسية مع كلا الدولتين المتعاقدين . يتم تعيين المحكمين خلال شهرين من التاريخ الذي يبلغ فيه أحد طرفي النزاع الطرف الاخر بنسبته في احالة النزاع الى التحكيم .

- (٣) تشكل المحكمة المذكورة لكل حالة معينة كالاتي :
- تقوم كل دولة متعاقدة بتعيين محكم واحد وعلى المحكمين المعينين ان يعينا بالاتفاق المتبادل محكما ثالثا يكون مواطنا من دولة ثالثة لها علاقات دبلوماسية مع الدولتين المتعاقدتين . ويعين هذا المحكم الثالث رئيسا للمحكمة بواسطة الدولتين المتعاقدتين . يتم تعيين جميع المحكمين خلال مدة شهرين من تاريخ اخطار أي من الدولتين المتعاقدتين الدولة المتعاقدة الأخرى عن نسبتها في عرض الخلاف على التحكيم .
- (٤) اذا لم يتم التعيين خلال المدة المحددة في الفقرة (٣) اعلاه ، فانه يتعين على أي من الدولتين المتعاقدتين ، في حالة عدم وجود أي اتفاق آخر ، ان تدعو الامين العام لمنظمة الامم المتحدة للقيام باجراء التعيينات الضرورية . اذا كان الامين العام احد مواطني أي من الدولتين المتعاقدتين أو وجد سبب خلاف ذلك يحول دون أدائه للمهمة المذكورة ، يطلب من الامين العام المساعد الذي يلي الامين العام بالاقدمية والذي يجب الا يكون احد مواطني أي من الدولتين المتعاقدتين القيام باجراء تلك التعيينات .
- (٥) تصدر محكمة التحكيم قراراتها بأغلبية الاصوات وتكون هذه القرارات نهائية وملزمة قانونا للدولتين المتعاقدتين .
- (٦) تحدد محكمة التحكيم الاجراءات الخاصة بها وتقوم بتفسير الحكم بناءً على طلب أي من الدولتين المتعاقدتين وتشترك الدولتان المتعاقدتان مناصفة في تحمل التكاليف القانونية بما في ذلك أتعاب المحكمين ما لم تقرر محكمة التحكيم خلاف ذلك وفقا لظروف خاصة .

المادة (١٥)

العلاقات بين الحكومات

تطبق أحكام هذه الاتفاقية بحرف النظر عن وجود علاقات دبلوماسية او قنصلية بين الدولتين المتعاقدتين .

المادة (١٦)

نفاذ الاتفاقية

تصبح هذه الاتفاقية نافذة المفعول بعد شهر من التاريخ الاخير الذي تقوم فيه أي من الدولتين المتعاقدتين سائعا الدولة المتعاقدة الأخرى بأن متطلباتها الدستورية لنفاذ هذه الاتفاقية قد تم استيفاؤها .

أمدره المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار ، ما لم تسهل هذه الاتصالات الدبلوماسية تسوية النزاع المتعلق بالمسألة المعنية .

٤ (في حالة عدم انطباق الاتفاقية عندئذ تتم تسوية النزاع بتحكيم يعقد لهذا الغرض .

المسادة (١٢)

الحلول محل الدائنين

إذا قدمت إحدى الدولتين المتعاقبتين مدفوعات لمستثمريها نتيجة لامعطاء ضمان لأي استثمار يتم في الإقليم أو في المناطق البحرية التابعة للدولة المتعاقدة الأخرى ، فإن للدولة المتعاقدة المذكورة أولاً في هذه الحالة الحقوق الكاملة للحلول محل الدائن فيما يختص بحقوق المستثمرين المذكورين وما يتعلق بها من إجراءات .

لا تؤثر المدفوعات المذكورة على حقوق المستفيد من الضمان في الرجوع إلى المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار أو لمنابعة الإجراءات التي أُحيلت إليه حتى اتمامها .

المسادة (١٣)

التزامات خاصة

تخضع الاستثمارات التي تعهدت إحدى الدولتين المتعاقبتين بالتزام خاص نحوها بالنسبة للمستثمرين من الدولة المتعاقدة الأخرى - وبدون الإخلال بأحكام هذه الاتفاقية - إلى أحكام الالتزام المذكور إذا اشتملت الأخيرة على نصوص أكثر رعاية من أحكام هذه الاتفاقية .

المسادة (١٤)

تسوية المنازعات بين الدولتين المتعاقبتين

١ (تتم تسوية الخلافات المتعلقة بتفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية ، بقدر الامكان ، من خلال القنوات الدبلوماسية .

٢ (في حالة عدم تسوية هذه الخلافات خلال مدة ستة شهور من التاريخ الذي أُشيرت فيه المسألة من قبل إحدى الدولتين المتعاقبتين ، فإنه يجوز بناءً على طلب أي من الدولتين المتعاقبتين عرض هذه الخلافات على محكمة تحكيم .

- (٤) بدون تجسيد عمومية المادة (٤) من هذه الاتفاقية ، تتعهد الدولتان المتعاقدتان بأن تمنح للتحويلات المشار إليها في هذه المادة معاملة تتساوى في الرعاية مع تلك التي تمنحها للتحويلات الناشئة عن الاستثمارات التي تتم من قبل مستثمرين من أي دولة شالسة .

المادة (١٠)

ضمانات الاستثمار

- (١) اذا ما تضمنت قوانين احدى الدولتين المتعاقدتين ضمانا للاستثمارات التي تتم في الخارج ، فانه يجوز بعد فحص كل حالة على حده منح ذلك الضمان للاستثمارات التي تتم من قبل مستثمرين في هذه الدولة في الاقليم أو في المناطق البحرية التابعة للدولة الأخرى .
- (٢) يجوز للاستثمارات التي قام بها مستثمرون تابعون لاحدى الدولتين المتعاقدتين في الاقليم أو المناطق البحرية التابعة للدولة المتعاقدة الأخرى أن تحمل على الضمان المشار اليه في الفقرة السابقة فقط اذا تمت الموافقة عليها مسبقا من قبل الدولة الأخرى .

المادة (١١)

تسوية منازعات الاستثمار

- (١) أي نزاع ينشأ بشأن الاستثمارات بين احدى الدولتين المتعاقدتين والمستثمرين التابعين للدولة المتعاقدة الأخرى تتم تسويته بصورة ودية فيما بين الدولتين المعنيتين .
- اذا تعدر تسوية هذا النزاع خلال مدة ستة شهور من تاريخ حدوثه من قبل أحد الطرفين ، فانه يتعين عرضه للتحكيم بما على طلب أي من الطرفين وذلك بتقديم طلب الى المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار الذي أسس بموجب اتفاقية تسوية منازعات الاستثمار بين الدول ومواطني الدول الأخرى الموقعة في واشنطن بتاريخ ١٨ مارس ١٩٦٥ (المشار إليها فيما بعد بـ " الاتفاقية ") .
- (٢) توافق كل دولة متعاقدة سوجب هذا على أن تعترف نزاع الاستثمار على المركز لتسويته عن طريق القوفيق أو التحكيم الملزم .
- (٣) يجب على أي من الدولتين المتعاقدتين ألا تتابع من خلال القنوات أو الاتصالات الدبلوماسية أية مسألة تمت احوالها للتحكيم حتى تنتهي الاجراءات وتخلق دولة متعاقدة في الالتزام أو التقيد بالحكم الذي

المستثمرين التابعين لها أو الى المستثمرين التابعين لأي دولة شالطة
أيهما تكون أكثر رعاية .

(٢) بدون الاخلال بأحكام المادة (٧) والفقرة (١) من هذه المادة ، فان
المستثمرين التابعين لاحدى الدولتين المتعاقدتين الذين يلحق بهم الضرر
أو الخسارة في أي من الأحداث المشار إليها في الفقرة المذكورة في
اقليم الدولة المتعاقدة الأخرى والناجمة عن :

أ - مصادرة ممتلكاتهم بصفة مؤقتة من قبل قواتها أو سلطاتها ،
ب - تدمير ممتلكاتهم من قبل قواتها أو سلطاتها دون أن يكون ذلك
بسبب العمليات القتالية أو دون ان تتطلبه ضرورة الموقف ،

يمنحون تعويضا عادلا وكافيا عن الضرر أو الخسارة التي لحقت بهم
أثناء مدة المصادرة او كنتيجة لتدمير ممتلكاتهم ، ويتعين أن تكون
المبالغ الناتجة عن ذلك قابلة للتحويل بحرية دون أي تأخير .

المادة (٩)

التحويلات

(١) يتعين على كل دولة متعاقدة يتم في اقليمها او في مناطقها البحرية
استثمارات من قبل مستثمرين تابعين للدولة المتعاقدة الأخرى أن تضمن
لبؤلاء المستثمرين حرية تحويل الاتي :

أ - الفوائد ومحض أرباح الأسهم والأرباح والعائدات الجارية الأخرى .
ب - الأتاوات الناجمة عن الحقوق المعنوية كما هي معرفة في الفقرتين
الضرعيتين (١) (د) و (١) (هـ) من المادة (١) .
ج - الاموال المدفوعة مقابل سداد القروض التي يتعاقد عليها بصورة
منتظمة .
د - قيمة التصفية الجزئية او الكلية للاستثمار بما في ذلك الأرباح
الرأسمالية على رأس المال المستثمر .
هـ - التعويض عن نزع الملكية أو الخسارة المشار إليها في المادتين
(٧) و (٨) .

(٢) يسمح أيضا للمواطنين التابعين لأي من الدولتين المتعاقدتين الذين صرح
لهم بالعمل في الاقليم او المناطق البحرية التابعة للدولة المتعاقدة
الأخرى كنتيجة لاستثمار موافق عليه بتحويل نسبة ملائمة من دخلهم الى
سلكهم الاطلي .

(٣) تتم التحويلات المشار إليها في الفقرات السابقة فورا بمجرد العرف الرسمي
السائد في تاريخ التحويل .

المادة (٧)

التأميم أو نزع الملكية أو الاجراءات المماثلة

- (١) تتمتع استثمارات المستثمرين التابعين لاحدى الدولتين المتعاقبتين بالحماية والاطمئنان الكاملين والثامتين في الاقليم والمناطق البحرية للدولة المتعاقدة الأخرى .
- (٢) يتعين على أي من الدولتين المتعاقبتين ألا تتخذ أية اجراءات لنزع الملكية أو التأميم أو أية اجراءات أخرى يكون لها أيضا أثر نزع الملكية بصورة مباشرة أو غير مباشرة على الاستثمارات التي تتم من قبل مستثمري الدولة المتعاقدة الأخرى في اقليمها أو في مناطقها البحرية الا اذا كان ذلك في الصالح العام وشرطه ألا تكون هذه الاجراءات ذات طبيعة تمييزية أو متعارفة مع أي التزام معين .
- (٣) ينشأ عن أي من اجراءات نزع الملكية هذه التي قد تتخذ الألتزام بدفع تعويض كاف وفوري ويحتسب هذا التعويض ويحدد وفقا لمبادئ التثمين المعترف بها كالثمن السائدة والمنفعة للاستثمارات قبل أي تهديد بنزع الملكية . واذا تعدد معرفة القيمة السوقية بسهولة يحدد التعويض بناء على مبادئ منصفة تأخذ في الاعتبار من ضمن أمور اخرى رأس المال المستثمر والاستهلاك ورأس المال الذي أعيد توطينه فعلا وقيمة الاحلال وزيادة القيمة والعائدات الجارية والشهرة التجارية والعوامل الأخرى المرتبطة .
- (٤) يجب أن يحدد دفع التعويض المذكور والمبالغ وشروط الدفع في تاريخ لا يتعدى تاريخ نزع الملكية . كما يتم تحقيق هذا التعويض بصورة فعالة وأن يدفع دون أي تأخير وكذلك تحويله بحرية . وحتى تاريخ الدفع ، تحمل فائدة تحتسب بسعر (لييور) المتداول للفائدة المطبقة على العملات المعنية .

المادة (٨)

تعويض الضرر والخسارة

- (١) عندما تتعرض استثمارات المستثمرين من أي من الدولتين المتعاقبتين لخسارة بسبب الحرب أو أي نزاع مسلح آخر أو حالة طوارئ وطنية أو ثورة أو عصيان مسلح أو اضطرابات أو أحداث أخرى مماثلة في الاقليم أو في المناطق البحرية التابعة للدولة المتعاقدة الأخرى ، يتعين أن تمنحها الدولة المتعاقدة الأخيرة معاملة فيما يتعلق باعادتها الى وضعها السابق ، أو استرداد الخسارة أو التعويض أو أي توبة أخرى لا تقل رعاية عن تلك التي تمنحها الدولة المتعاقدة الأخيرة الى

المسادة (٤)
المعاملة المنصفة والعادلة

يتعين على أي من الدولتين المتعاقدين أن تمنح وفقاً لمبادئ القانون الدولي معاملة منصفة وعادلة للاستثمارات التي يقوم بها مستثمرون من الدولة المتعاقدة الأخرى في إقليمها أو في مناطقها البحرية . وأن تكفل بأن معارسة هذا الحق المعترف به لن يعرقل بالقانون أو بالممارسة .

المسادة (٥)
معاملة الدولة الأكثر رعاية والمعاملة الوطنية

(١) على كل دولة متعاقدة أن تطبق في إقليمها ومناطقها البحرية على المستثمرين من الدولة الأخرى فيما يتعلق باستثماراتهم والنشاطات المتعلقة بها تلك المعاملة التي تمنح لمستثمريها أو تلك المعاملة التي تمنح للمستثمرين التابعين للدولة الأكثر رعاية إذا كانت الأخيرة هي الأكثر رعاية . وفي هذا الشأن يجب أن يتمتع المواطنون المصرح لهم بالعمل في الإقليم وفي المناطق البحرية التابعة لأحدى الدولتين المتعاقدين بالتسهيلات المادية المتعلقة بممارسة نشاطاتهم المبنية .

(٢) بدون الإخلال بأحكام المادة (١١) ، يتعين على كل دولة متعاقدة أن تمنح مستثمري الدولة المتعاقدة الأخرى - بأحكام وشروط لا تقل رعاية عن تلك التي تقدمها في مواقف معادلة للمستثمرين التابعين لها أو للمستثمرين من دولة ثالثة أسهما تكون أكثر رعاية - وسائل تأكيد المطالبات وتنفيذ الحقوق فيما يخص باتفاقيات الاستثمار وتراخيمه والممتلكات ، وعلى وجه الخصوص حق الظهور أمام محاكمها والمحاكم الإدارية والوكالات وأية هيئات أخرى تزاوّل سلطات قضائية ، والحق في توظيف الأشخاص الذين يختارونهم والذين يكونون مؤهلين بموجب القوانين واللوائح المحلية المطبقة لغرض تأكيد المطالبات وتنفيذ الحقوق بالنسبة لاستثماراتهم .

المسادة (٦)
استثناءات

لا تشمل المعاملة المشار إليها في المادتين (٤) و (٥) الامتيازات التي تمنحها إحدى الدولتين المتعاقدين لمستثمرين من دولة ثالثة استناداً إلى مشاركتها أو اشتراكها في منطقة تجارية حرة أو اتحاد جمركي أو سوق مشتركة أو أي شكل آخر من التنظيم الإقليمي أو أي امتياز ناتج عن أي اتفاقية دولية أو اقليمية أو اقليمية فرعية .

إذا كانت محدودة الممولة أو خلال ذلك ، وتشمل العبارة أيضا أي كيان مؤسس خارج ولاية دولة متعاقدة كشخص اعتباري وتكون تلك الدولة أو أي من مواطنيها أو أي شخص اعتباري (مؤسس ضمن ولايتها وفقا لتشريعها) مهيمنا عليه بصورة مباشرة أو غير مباشرة .

(٥) يعني مصطلح " عائدات " جميع المبالغ التي يحققها استثمار وتشمل على وجه الخصوص لا الحصر الأرباح والفوائد والأرباح الرأسمالية وحصص أرباح الأسهم والأرباح وأرباح الادارة وأرباح المساعدة الفنية أو أي أرباح أخرى والمدفوعات العينية .

(٦) تشمل "النشاطات المتعلقة" التنظيم أو الهيمنة أو التشغيل أو الميانة و التعرف بالأشخاص الاعتباريين أو الفروع أو الوكالات أو المكاتب أو المصانع أو التسهيلات الأخرى لإدارة الأعمال التجارية وامتلاك واستعمال وحماية والتعرف في الممتلكات من كافة الأنواع بما في ذلك حقوق الممتلكات الفكرية والصناعية واقتراض الاموال وشراء واعداد الأسهم في رأس المال وشراء العملات الأجنبية للواردات وفقا للأنظمة والممارسات الوطنية .

(٧) يعني تعبير " مناطق بحرية " المناطق البحرية ومناطق القاع التي تمارس عليها الدولتان المتعاقدتان ، بموجب أحكامهما الملاحة ووفقا للقانون الدولي ، سيادة أو حقوق سيادية أو ولاية .

المسادة (٢)

التطبيق

(١) انه من المفهوم أن الاستثمارات التي تطبق عليها هذه الاتفاقية هي تلك الاستثمارات التي تم انشاؤها أو التي قد يتم انشاؤها فيما بعد نفاذ هذه الاتفاقية في الاقليم أو المناطق البحرية التابعة للدولة المتعاقدة وفقا لتشريعها .

(٢) أي تغيير في الشكل الذي يتم استثمار الأموال به يجب ألا يؤثر على أهليتها كاستثمارات شريطة ألا يتعارض ذلك التغيير مع تشريع الدولة التي تم الاستثمار في اقليمها أو في مناطقها البحرية .

المسادة (٣)

قبول وتشجيع الاستثمارات

يتعين على كل دولة متعاقدة أن تقبل وتشجع الاستثمارات التي يقوم بها مستثمرون من الدولة المتعاقدة الأخرى في اقليمها ومناطقها البحرية وذلك وفقا لتشريعها وأحكام هذه الاتفاقية .

غير مباشرة شخص طبيعي أو اعتباري ، بما في ذلك حكومة دولة متعاقدة ، والمستثمرة في الاقليم والمناطق البحرية التابعة للدولة المتعاقدة الأخرى وفقاً لقوانين ولوائح تلك الدولة . وبدون تقييد لعمومية ما تقدم ، فإن مصطلح " استثمار " يشمل :

أ - الأموال المنقولة وغير المنقولة وكذلك أي حقوق ملكية عينية أخرى كالرهونات وامتيازات الدين وحقوق الانتفاع وضمانات الدين وما في حكمها من حقوق .

ب - الأسهم وأرباحها والأنواع الأخرى من المصالح بما في ذلك تملك أقلية الاسهم أو الإنكسال غير المباشرة من التملك في الشركات المؤسسة في اقليم احدى الدولتين المتعاقدتين .

ج - مطالبات بأموال أو سندات الشركات أو ملكية لأي أدا' مشروع له قيمة اقتصادية .

د - حقوق النشر وحقوق الممتلكات الفكرية والصناعية (مثل براءات الاختراع والتراخيص والعلامات التجارية والأسرار التجارية والنماذج والعلامات الصناعية) والخبرة الفنية والأسماء التجارية والشهرة التجارية .

هـ - أية حقوق تجارية يمنحها قانون أو تنشأ بموجب عقد بما في ذلك حقوق البحث عن أو زراعة أو استخراج أو استغلال الموارد الطبيعية بما في ذلك تلك التي تكون موهودة في المناطق البحرية المجاورة التي تمارس فيها الدولتان المتعاقدتان حقوقاً سيادية .

و - العائدات التي يعاد استثمارها .

(٢) يعني مصطلح " مستثمر " أي مواطن من احدى الدولتين المتعاقدتين أو شخص اعتباري بما في ذلك حكومة دولة متعاقدة تستثمر في الاقليم التابع للدولة المتعاقدة الأخرى .

(٣) يعني مصطلح " مواطنون " الأشخاص الطبيعيين الحائزين على جنسية أي من الدولتين المتعاقدتين .

(٤) تعني عبارة " شخص اعتباري " فيما يتعلق بأي من الدولتين المتعاقدتين ، أي كيان قانوني ينشأ ويعترف به كشخص اعتباري وفقاً لقانون الدولة المتعاقدة ، كالمؤسسات العامة وصناديق التسمية والمشروعات والوكالات والتعاونيات وشركات الأنصاف والمؤسسات والهيئات والمؤسسات الخيرية والشركات الخاصة والمؤسسات التجارية والمنشآت والمنظمات والجمعيات التجارية أو الكيانات المماثلة بحرف النظر عما

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

اتفاقية بين

الجمهورية الفرنسية

و

دولة الكويت

بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات

اتفاقية بين

الجمهورية الفرنسية

و

دولة الكويت

بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات

ان الجمهورية الفرنسية ودولة الكويت (والشار اليهما فيما بعد بالدولتين المتعاقدتين) .

رغبة منهما في تعزيز التعاون الاقتصادي فيما بينهما وخلق الظروف الملائمة للاستثمارات التي يقوم بها مستثمرون من احدى الدولتين المتعاقدتين في الاقليم التابع للدولة المتعاقدة الأخرى .

واقناعا منهما بأن تشجيع وحماية هذه الاستثمارات سوف يندح في تحفيز انتقال رأس المال والتقنية بين البلدين لصالح تنميتها الاقتصادية .

فقد اتفقتا على ما يلي :

المادة (١)

تعريف

أغراض هذه الاتفاقية :

(١) يعني مصطلح " استثمار " كافة أنواع الأصول والحقوق والمصالح مهما كانت طبيعتها ، والتي يملكها أو يهيمن عليها بطريقة مباشرة أو

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE
STATE OF KUWAIT CONCERNING THE MUTUAL PROMO-
TION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The French Republic and the State of Kuwait, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desiring to strengthen economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for investments by the investors of each Contracting Party in the territory of the other Contracting Party,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

DEFINITIONS

For the purposes of this Agreement,

1. The term “investment” shall apply to assets such as property, rights and interests of any category owned or controlled by an individual or a body corporate, including the Government, of a Contracting State and invested in the territory or maritime zones of the other Contracting State in accordance with the laws and regulations of that State. Without prejudice to the general definition above, the term “investment” shall apply in particular to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Copyrights, intellectual and industrial property rights (such as patents for inventions, licences, registered trade marks, professional secrets, industrial models and designs), technical processes, registered trade names and goodwill;

(e) Privileges accorded by law or by virtue of a contract, including privileges for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in the adjacent maritime zones over which the Contracting States exercise sovereign rights;

(f) Reinvested income.

¹ Came into force on 25 May 1991, i.e., one month after the date of receipt of the last of the notifications (of 25 April 1991) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 16.

2. The term “investor” shall apply to any national of a Contracting State or any body corporate, including the Government, of a Contracting State which invests in the territory of the other Contracting State.

3. The term “nationals” shall apply to individuals having the nationality of either Contracting Party.

4. The term “body corporate” shall apply, for each Contracting State, to any entity established in accordance with the legislation of a Contracting State and recognized as a body corporate under such legislation, such as establishments, development funds, enterprises, branches, cooperatives, associations, companies, authorities, foundations, firms, trading houses, organizations and business associations or similar entities, with or without limited liability, as well as to any entity established as a body corporate outside the jurisdiction of a Contracting State but controlled, directly or indirectly, by that State or a national or a body corporate of that State (established under its jurisdiction and in accordance with its legislation).

5. The term “income” shall apply to all the amounts yielded by an investment and shall include particularly, but not exclusively, profits, interest, capital appreciation, dividends, royalties, management and technical assistance fees or other fees, as well as payments in kind.

6. The term “related activities” shall apply to the organization, control, operation, maintenance and transfer of bodies corporate, subsidiaries, branches, offices, factories or other installations for the conduct of business, and to the acquisition, use, protection and transfer of property of any kind, including intellectual and industrial property rights, as well as to the borrowing of funds, the purchase and issue of shares and the purchase of foreign currency for import purposes, in accordance with national regulations and practices.

7. The term “maritime zones” shall mean those maritime and submarine zones over which the Contracting Parties exercise sovereignty, sovereign rights or jurisdiction in accordance with their own regulations and with international law.

Article 2

APPLICATION

1. It is understood that the said investments have been made, or can be made after the entry into force of this Agreement, in accordance with the legislation of the Contracting State in whose territory or maritime zones the investment is made.

2. Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the State in whose territory or maritime zones the investment is made.

Article 3

PERMISSION AND PROMOTION OF INVESTMENTS

Each Contracting State shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zones by investors of the other State.

Article 4

JUST AND EQUITABLE TREATMENT

Each Contracting State shall undertake, in accordance with the principles of international law, to accord just and equitable treatment to the investments made in its territory and maritime zones by investors of the other Contracting State and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either *de jure* or *de facto*.

Article 5

MOST FAVOURED NATION CLAUSE AND NATIONAL TREATMENT

1. Each Contracting State shall accord in its territory and maritime zones to investors of the other State, in respect of their investments and related activities, the same treatment as is accorded to its investors or the treatment accorded to investors of the most favoured nation if the latter is more advantageous. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and maritime zones of either Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

2. Subject to the provisions of article 11, each Contracting State shall accord to the investors of the other Contracting State, under terms and conditions no less favourable than those granted in similar circumstances to its own investors or to the investors of a third State, whichever is more favourable, (a) the means to affirm and to exercise their rights with respect to investment agreements and permits and to their property and, in particular, the right of access to its courts, administrative tribunals and authorities and to any other institution exercising judicial authority; and (b) the right to engage persons of their choice qualified in accordance with the applicable domestic laws and regulations to affirm and to exercise their rights with respect to their investments.

Article 6

EXCEPTIONS

The treatment referred to in articles 4 and 5 shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting State to the investors of a third State by virtue of its participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization, or privileges arising from any international, regional or subregional agreement.

Article 7

NATIONALIZATION, EXPROPRIATION OR DISPOSSESSION MEASURES

1. Investments made by investors of one Contracting State shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zones of the other Contracting Party.

2. The Contracting States shall not, in their territory and maritime zones, take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could

cause investors of the other State to be dispossessed, directly or indirectly, of the investments belonging to them, except for reasons of public necessity and on condition that these measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

3. Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation. Such compensation shall be calculated and determined in accordance with the established principles of assessment, such as the fair market value of the investments prior to any threat of dispossession. When market value cannot clearly be established, compensation shall be determined on the basis of equitable principles bearing in mind, *inter alia*, capital invested, depreciation, capital already repatriated, replacement value, appreciation, current income, goodwill and any other pertinent consideration.

4. Such compensation, its amount and methods of payment shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of the current LIBOR rate applicable to the currency concerned.

Article 8

COMPENSATION FOR DAMAGE AND LOSSES

1. Investors of either Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, state of national emergency, uprising, insurrection, riot or other similar event in the territory or maritime zones of the other Contracting State shall, for the purposes of restitution, indemnification, compensation or any other settlement, be accorded by the latter State treatment which is no less favourable than that accorded to its own investors or to those of a third State, whichever is most preferable.

2. Subject to the provisions of article 7 and paragraph 1 of this article, investors of one Contracting State who have, due to one of the events referred to in that paragraph, suffered in the territory of the other Contracting State damage or losses resulting from:

(a) The requisition of their property by the armed forces or authorities of that State;

(b) The destruction of their property by the said armed forces or authorities, provided that such destruction has not been caused by combat or necessitated by the exigency of the situation,

shall be granted fair and adequate compensation for the damage or losses incurred during the period of requisition or following the destruction of their property. Ensuing payments shall be freely and promptly transferable.

Article 9

TRANSFERS

1. Either Contracting State in whose territory or maritime zones investments have been made by investors of the other Contracting State shall guarantee to the said investors freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, paragraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the complete or partial liquidation of the investment, including appreciation in the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in articles 7 and 8.

2. Nationals of either Contracting State who have been authorized to work in the territory or maritime zones of the other Contracting State in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration.

3. The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

4. Without prejudice to the general scope of article 4 of this Agreement, the Contracting States shall undertake to accord to the transfers referred to in this article treatment which is no less favourable than that accorded to transfers deriving from investments made by the investors of a third State.

Article 10

INVESTMENT GUARANTEES

1. In so far as the regulations of either Contracting State provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by investors of that State in the territory or maritime zones of the other State.

2. The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by investors of one Contracting State in the territory or maritime zones of the other Contracting State unless the investments have been granted prior approval by the latter State.

Article 11

SETTLEMENT OF DISPUTES RELATING TO INVESTMENTS

1. Any dispute relating to investments between one Contracting State and an investor of the other Contracting State shall be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be so settled within six months of the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, the dispute shall, at the request of either party, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, signed at Washington on 18 March 1965¹ (hereinafter referred to as “the Convention”).

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.

2. Each Contracting State shall consent, by virtue of this Agreement, to submit any dispute relating to investments to the Centre for settlement by conciliation or binding arbitration.

3. The Contracting States may use the diplomatic channel or contacts to address a case submitted for arbitration, before the procedure is completed and one of the Contracting States has complied with or implemented the decision given by ICSID, only in so far as such diplomatic contacts will facilitate a settlement of the dispute concerned.

4. In the event that the Convention is not applicable, the dispute shall be settled by ad hoc arbitration.

Article 12

ASSUMPTION OF RIGHTS

When one Contracting State, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zones of the other State, makes payments to one of its own investors, it shall thereby enter into the rights and shares of the said investor.

Such payments shall be without prejudice to the rights of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

Article 13

SPECIFIC UNDERTAKINGS

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting State *vis-à-vis* investors of the other Contracting State shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of the undertaking, in so far as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 14

SETTLEMENT OF DISPUTES BETWEEN CONTRACTING STATES

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one of the Contracting States, it shall be submitted, at the request of either Contracting State, to an arbitral tribunal.

3. The said tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows:

Each Contracting State shall designate one member, and the two said members shall, by agreement, designate a third member, who shall be a national of a third State having diplomatic relations with the two Contracting States and shall be appointed Chairman by the two Contracting States. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting State notifies the other Contracting State of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time-limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any applicable agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting State or if, for any other reason, he is prevented from exercising that function, the Under-Secretary-General next in seniority shall, provided that he is not a national of either Contracting State, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting States.

6. The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its judgement at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, the costs of the arbitration procedure, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Contracting States.

Article 15

RELATIONS BETWEEN GOVERNMENTS

The provisions of this Agreement shall apply irrespective of the existence of diplomatic or consular relations between the Contracting States.

Article 16

ENTRY INTO FORCE

Each State shall notify the other State of the completion of the respective constitutional procedures required by it for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of the last such notification.

Article 17

TERM AND EXPIRY

1. This Agreement shall remain in force for a period of twenty years and for one or several further twenty-year periods unless, one year prior to the expiry of the initial period or of any subsequent period, either Contracting State gives notice to the other Contracting State of its intention to denounce the Agreement.

Such notice shall take effect one year after it has been received by the other Contracting State.

2. Upon the expiry of this Agreement, its provisions shall continue to apply, for a period of twenty years, to investments made before the date on which notice of denunciation took effect.

DONE at Paris on 27 September 1989 (27 Safar A.H. 1410), in two original copies, each in French and Arabic, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

[MICHEL CHARASSE]

For the State of Kuwait:

[JASSIM MOHAMMED AL-KHARAFI]

PROTOCOL

Upon signing the Agreement between the French Republic and the State of Kuwait concerning the mutual promotion and protection of investments, the plenipotentiaries undersigned have also agreed that the Agreement should be interpreted as follows:

1. *In respect of article 4:*

(a) It is understood that the Contracting States view as *de jure* or *de facto* impediments to just and equitable treatment any restriction on the purchase and transport of raw materials, secondary materials, energy and fuels, as well as of any form of resources used for production and operation, any impediment to the sale and transport of products inside or outside the country, and any other measures having an equivalent effect.

(b) The Contracting States shall give favourable consideration, in the context of their domestic legislation, to requests for entry, residence, labour and travel permits submitted by nationals of one Contracting State in respect of an investment in the territory of the other Contracting State.

2. *In respect of article 7:*

The provisions of article 7 shall apply to any direct or indirect measure of expropriation, nationalization or any other form of dispossession, such as the freezing or blocking of assets, the forced sale of all or part of the investment or any other similar measure of equivalent effect.

3. *In respect of article 11:*

In the case of arbitration under the terms of article 11, paragraph 4, the ad hoc arbitral tribunal shall be constituted as follows:

(a) The arbitral tribunal shall consist of three arbitrators. Each party shall select an arbitrator. These two arbitrators shall, by agreement, designate a Chairman, who shall be a national of a third State having diplomatic relations with the two Contracting States. The arbitrators shall be appointed within two months of the date on which one party to the dispute notifies the other party of its intention to submit the dispute to arbitration.

If the appointments are not made within the time-limits mentioned above, either party shall invite the Chairman of the Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce to make the necessary appointments within two months.

(b) The tribunal, which shall normally convene and pronounce judgement in Sweden, may also hear evidence and meet at any other place it may deem appropriate.

(c) The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Its judgement is final and binding on both parties to the dispute, and they shall execute such judgement.

(d) Arbitral decisions are taken in accordance with the domestic legislation, including private international law, of the Contracting State which accepts the investment, with the provisions of this Agreement and with the generally recognized principles of international law.

(e) Each party to the dispute shall bear the costs of leave for its own arbitrator and his counsel in the arbitration procedure. Unless the tribunal decides otherwise, leave for the Chairman and any other costs of the procedure shall be divided equally between the parties to the dispute.

DONE at Paris on 27 September 1989 (27 Safar A.H. 1410), in two original copies, each in French and Arabic, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

[MICHEL CHARASSE]

For the State of Kuwait:

[JASSIM MOHAMMED AL-KHARAFI]
